Israël désigne comme « terroristes » six organisations palestiniennes de défense des Droits Humains

Un nouveau pas vers l'inexprimable vient d'être franchi par le gouvernement israélien.

Dans un communiqué du 22 octobre 2021 il déclare « terroristes » six organisations palestiniennes de défense des Droits Humains. Les forces israéliennes d'occupation justifient ainsi la fermeture de leurs locaux, la saisie de leur matériel, leur interdisent toute activité, arrêtent leurs membres, et font pression sur leurs soutiens internationaux.

Ce sont des organisations de grande envergure et internationalement reconnues :

- [Addameer](#), association de défense des droits des prisonniers politiques.
- [Al Haq](#), membre de la Fédération Internationale des Droits de l'Homme.
- [DCI-P](#), Defence for Children International – Palestine, pour les Droits de l'Enfant.
- [Union des Comités du Travail Agricole](#) (UAWC), en Cisjordanie et à Gaza, pour une vie décente aux Palestiniens vivant sur leurs terres occupées.
- [Union des Comités de Femmes Palestiniennes](#), pour l'émancipation des femmes.
- [Centre Bisan](#) pour la recherche et le développement, pour la construction d'une société civile démocratique, active et influente.

Déjà en 2018, les autorités israéliennes avaient publié une liste noire d'organisations étrangères défendant les Droits de l'Homme. Avec le communiqué du 22 octobre 2021, la boucle est bouclée.

Le gouvernement israélien veut empêcher par tous les moyens le travail légitime de dénonciation et de documentation de l'**apartheid** et des violations des Droits Humains perpétrées dans les Territoires occupés de Cisjordanie, à Jérusalem Est et dans la bande de Gaza (modification démographique par persécution de la population sous occupation : crimes d'**apartheid** ; transfert forcé de population par l'implantation de colons israéliens ; appropriation, destruction et pillage des propriétés palestiniennes ; assassinats de nombreux Palestiniens).

Toutes ces preuves démontrent que les civils paient le prix fort face à l'impunité d'Israël qui perdure.

Nombre de militants membres de l'une de ces organisations ont fait l'objet d'arrestations et passé plusieurs mois -voire années- en détention administrative dans les geôles israéliennes.

Ces 6 organisations ont largement contribué à l'ouverture d'une enquête par la Cour Pénale Internationale (CPI) sur les **crimes de guerre** -voire contre l'humanité- commis par l'Etat d'Israël dans les territoires palestiniens.

Le caractère extrêmement grave de la décision qui vient d'être prise est souligné par l'ONG israélienne de défense des Droits Humains B'Tselem, qui a déclaré que ce type de décision caractérise les **régimes totalitaires**. Al Haq et B'Tselem ont reçu, conjointement, en décembre 2018, le prix des Droits de l'Homme de la République française.

Il ne suffit pas de faire semblant ! Il faut agir vite et fort contre cette nouvelle offensive de l'État d'Israël contre la société civile palestinienne !

Les organisations palestiniennes de défense des Droits Humains doivent être protégées afin de pouvoir accomplir leur mission, et résister aux crimes de la colonisation, de l'occupation et de l'apartheid.

Exigeons du gouvernement français le rappel de son ambassadeur en Israël, et la suspension de tout programme économique ou militaire avec Israël, en France comme en Europe.

Développons un large mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international et les droits humains.

Contact : AFPS 63-BDSF 63 - afps.pdd@gmail.com – FB : Palestine63Solidarité